



ARREST
DU CONSEIL D'ETAT
DU ROY,

*Qui supprime le droit de Péage prétendu par le sieur
Duc de Nevers, dans la seigneurie d'Antrain,
généralité d'Orléans.*

Du premier Décembre 1739.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

V^U par le Roy, étant en son Conseil, les titres & pièces représentés en exécution de l'arrêt rendu en icelui le 29 août 1724, & autres rendus en conséquence, par le sieur Duc de Nevers, se prétendant en droit de percevoir un droit de péage par terre dans la seigneurie d'Antrain, généralité d'Orléans: savoir, &c. Conclusions du sieur Maboul Maître des Requêtes, Procureur général de Sa Majesté en cette partie. Vû aussi l'avis des sieurs Commissaires nommés par ledit arrêt du Conseil du 29 août 1724, & autres rendus

en conséquence : Oûi le rapport du sieur Orry Conseiller
 d'état ordinaire, & au Conseil royal, Contrôleur général
 des finances, LE ROY ÉTANT EN SON CONSEIL,
 conformément à l'avis desdits sieurs Commissaires, a sup-
 primé & supprime le droit de péage prétendu par le
 sieur Duc de Nevers, dans la seigneurie d'Antrain : Lui
 fait Sa Majesté très-expresse inhibitions & défenses d'en
 continuer la perception à l'avenir, dans ledit lieu & sei-
 gneurie d'Antrain, ni ailleurs, soit à titre de péage &
 travers, ou sous quelque dénomination que ce soit ; à
 peine contre lui de restitution des sommes qui auroient
 été exigées, d'une amende arbitraire au profit de Sa
 Majesté ; & contre ses fermiers ou receveurs, d'être pour-
 suivis extraordinairement comme concussionnaires, & pu-
 nis comme tels suivant la rigueur des ordonnances. FAIT
 au Conseil d'état du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à
 Versailles le premier décembre mil sept cens trente-
 neuf. *Signé* PHELYPEAUX.

A P A R I S,
 DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. D C C L.